



En solidarité avec les communautés qui résistent aux monocultures d'arbres

Bulletin du WRM 263

Octobre 2022

[Accéder au Bulletin depuis le site WRM](#)

[Inscrivez-vous au Bulletin](#)

Indice

NOTRE OPINION

Ce que signifient réellement les « plantations ».....2

La nouvelle offensive en faveur des plantations industrielles d'arbres se heurte à la résistance des communautés.....6

Le Réseau Alerte contre les Déserts Verts du Brésil ravive la flamme de la résistance.....12

Résistance aux plantations de palmiers à huile en Ouganda.....18

12 réponses à 12 mensonges à propos des plantations industrielles d'arbres : une nouvelle note d'information du WRM.....21

Les communautés d'Afrique occidentale et centrale sont déterminées à mettre un terme à l'expansion des plantations de palmiers à huile.....27

RECOMMENDED

La situation mondiale du développement des arbres génétiquement modifiés. Une menace grandissante.....31

Journée internationale 2022 de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture.....31

Forêts indigènes sans monocultures.....31

Souvenirs du « Feu de 1951 » (Memórias do Fogo de 1951)32

Réunion du Réseau Mésoaméricain contre le Palmier à Huile à San Cristóbal de Las Casas, Mexique.....32

NOTRE OPINION

Ce que signifient réellement les « plantations »

Ce bulletin met en avant des documents et des analyses liés aux luttes des communautés contre les plantations industrielles d'arbres. Il rend également hommage aux communautés de la RDC qui luttent depuis l'époque coloniale pour récupérer leurs terres accaparées par une société d'huile de palme. Leur lutte courageuse met en évidence les multiples niveaux d'oppression et de violations qui résultent du modèle des plantations.

En septembre, les communautés du monde entier, confrontées aux nombreux impacts négatifs créés par l'imposition du modèle des plantations industrielles d'arbres sur leurs terres, célèbrent la Journée internationale de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture.

La Journée internationale de lutte est aussi une journée de solidarité. Solidarité avec et entre les luttes des communautés pour leurs terres.

Dans ce numéro du bulletin du WRM, nous mettons en avant des documents, des analyses et des déclarations dans le cadre de cette Journée, célébrée le 21 septembre de chaque année, depuis 2004.

Nous voulons rendre hommage, en particulier, aux communautés de la RDC qui luttent pour récupérer leurs terres auprès d'une société d'huile de palme. Leur lutte courageuse met en évidence les multiples niveaux d'oppression et de violations qui résultent du modèle des plantations qui a été imposé sur leurs terres depuis l'ère coloniale, et dénonce dans le même temps l'impunité brutale des acteurs impliqués, notamment des acteurs financiers.

Les plantations ne sont pas des forêts

Il s'agit d'un chant et d'un slogan communs utilisés par les communautés, les réseaux et les organisations de soutien du monde entier pour dénoncer l'accaparement et la destruction des terres et des forêts communautaires pour imposer ce que l'on appelle généralement les « déserts verts ».

Les lecteurs du bulletin du WRM savent bien que les plantations industrielles détruisent la diversité sous toutes ses formes et à tous les niveaux, et la remplacent par un modèle de monoculture qui dépend d'une utilisation intensive de produits agrochimiques et d'engins lourds. Cette destruction affecte aussi les communautés qui ont coexisté avec ces forêts et

ces territoires et les ont façonnés pendant des générations. Les impacts sont innombrables et se terminent très souvent par des effets dévastateurs pour de nombreux peuples autochtones et communautés forestières. Les lecteurs seront probablement aussi bien informés des horribles violences entraînées par les plantations industrielles, qu'il s'agisse de la criminalisation, des passages à tabac, des viols, des arrestations illégales, du harcèlement, de la surveillance et des traumatismes associés.

Il est donc fondamental de comprendre que lorsque nous disons « les plantations ne sont pas des forêts », nous ne faisons pas seulement allusion aux différences biologiques entre ces deux idées (« plantations » et « forêts ») et à tous les impacts que celles-ci entraînent ; nous devons aussi, et surtout, reconnaître que le sens de « plantations » renvoie à l'imposition coloniale et raciste du pouvoir sur les communautés forestières, comme le montre la lutte communautaire contre les Plantations et Huileries du Congo (PHC) en RDC. Cette imposition, à son tour, ne détruit pas seulement les « forêts » au sens biologique du terme, elle détruit aussi les structures sociales, politiques et économiques et les systèmes de connaissance qui ont organisé les terres de façons complètement différentes.

Un tollé contre les plantations PHC/Feronia/KKM en RDC

Nous exprimons notre solidarité avec les luttes des communautés en République démocratique du Congo (RDC) qui sont impactées par les Plantations et Huileries du Congo (PHC), une société qui appartenait à la société canadienne Feronia et a été soutenue par l'argent des banques européennes de développement (1). Malgré les millions d'euros injectés dans l'entreprise, Feronia a fait faillite en 2021 et les banques ont accepté de céder les plantations à une autre société, Straight KKM. En agissant ainsi, elles ont ignoré l'appel lancé de longue date par les communautés pour obtenir le retour du contrôle communautaire sur leurs terres ancestrales.

Les plantations industrielles de palmiers à huile occupent illégalement des terres communautaires depuis plus de 100 ans. Ce sont ces plantations qui ont contribué à bâtir l'empire de l'huile de palme de la société agroalimentaire Unilever. (2) Aujourd'hui, ces plantations, sous la direction de propriétaires différents et avec des investisseurs différents, continuent de voler les terres et les moyens de subsistance des mêmes communautés, et témoignent de la violence et du racisme profonds sur lesquels repose ce modèle de monoculture.

Les témoignages rapportés dans les villages dénoncent le harcèlement constant, la violence et les arrestations arbitraires par les forces de sécurité de l'entreprise, qui travaillent main dans la main avec les forces militaires et policières contre les

communautés vivant autour de ces plantations. Après le dernier déchaînement de violence de la part des agents de sécurité de l'entreprise et de l'État, de nombreux villageois ont abandonné leurs maisons de peur que les militaires n'y pénètrent à nouveau en forçant les portes, pour les saccager à la recherche de noix de palme qui auraient été prétendument volées. Les forces de sécurité affirment que les membres des communautés « volent » les noix des « palmiers de l'entreprise ». Les communautés ont toujours récolté les noix de façon traditionnelle pour en extraire l'huile. Depuis que les forêts de leurs ancêtres ont été volées pour établir la culture industrielle du palmier à huile, la poursuite de cette tradition fait payer un lourd tribut aux populations confrontées à cette injustice. (3)

Ces violences sont graves. Selon des informations provenant de Lokutu, l'un des trois sites où les plantations de PHC occupent des terres communautaires, certaines personnes du district de Basoko dans la province de la Tshopo, ont été arrêtées dans la nuit par des militaires et des policiers, accompagnés par des agents de la multinationale britannique de sécurité GS4 et des agents de sécurité de la société de plantations. Il semble que les arrestations visent des dirigeants communautaires qui ont signé une plainte communautaire en 2018 contre les banques européennes de développement qui ont financé PHC/Feronia à l'époque.

Les témoignages évoquent également le viol de plusieurs femmes et jeunes filles, dont certaines « gardent les séquelles de violences sexuelles graves ».

Dans le même temps, le Premier ministre congolais, Sama Lukonde, a déclaré dans un discours début octobre, lors des travaux préparatoires de la RDC pour la conférence de l'ONU sur les changements climatiques en novembre prochain, que la RDC est « un pays solution » face au changement climatique. (4) Sachant que l'ONU considère les forêts comme des « lieux de stockage du carbone », on peut aisément imaginer les plans de la RDC pour « résoudre le problème du changement climatique ».

Il est impératif de faire entendre notre voix plus fort pour mettre fin aux crimes perpétrés au profit des plantations industrielles et de leurs investisseurs. Ça suffit !

Comme le dit Flávia, une femme quilombola, mère et militante, de la communauté Angelim II de Sapê do Norte, dans l'État d'Espírito Santo, au Brésil, qui fait également partie d'une résistance de longue date contre les plantations industrielles de monoculture sur leurs territoires, dans une interview publiée dans le dernier bulletin du WRM :

« Donc, la première chose : vous devez reprendre les terres. Mais, pour reprendre les terres, il faut avoir un minimum d'organisation pour ne pas échouer. Nous avons besoin de rester en contact,

d'établir des réseaux, même si c'est à l'extérieur de l'État, à l'extérieur du pays. [...] C'est aussi très important de prendre soin de la vie de nos défenseurs. Et de ne jamais abandonner, n'est-ce pas ? Parce que si nous renonçons à tout processus de lutte pour nos droits, d'une manière ou d'une autre, nous allons mourir. Si nous ne sommes pas des défenseurs, nous allons être fusillés parce que nous sommes noirs, ou nous allons mourir de faim parce que nous n'avons rien à manger, ou nous allons mourir de froid parce que nous n'avons pas d'endroit où vivre. Nous devons rester en contact et essayer de rester en vie. La priorité c'est la vie, ne pas abandonner et travailler en réseau. Le soutien est très important. »

(1) Bulletin WRM, Les banques de développement se retirent sans vergogne d'un accaparement colonial des terres au Congo, 2022, <https://www.wrm.org.uy/fr/node/20351>

(2) Bulletin WRM, Un siècle d'agrocolonialisme en République démocratique du Congo, 2022, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/un-siecle-dagrocolonialisme-en-republique-democratique-du-congo>

(3) Au jour le jour, l'armée sème la panique à Boteka pour mettre fin aux vols d'huile de palme à la plantation PHC, dénonce la communauté, sept. 2022, <https://congoaujourd'hui.blogspot.com/2022/09/larmee-seme-la-panique-boteka-pour.html>

(4) Barometre, COP27 : Jean François Mombia Atuku désapprouve la politique du gouvernement congolais, <https://lebarometre.cd/2022/10/04/cop27-jean-francois-mombia-atuku-desapprouve-la-politique-du-gouvernement-congolais/>

(5) Bulletin du WRM, Les communautés quilombola récupèrent leurs terres et leur eau après 40 ans de monoculture d'eucalyptus au Brésil, 2022, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/les-communautés-quilombola-recuperent-leurs-terres-et-leur-eau-apres-40-ans-de-monoculture-deucalyptus-au-bresil>

La nouvelle offensive en faveur des plantations industrielles d'arbres se heurte à la résistance des communautés

Quels que soient les discours et la propagande utilisés, les plantations industrielles d'arbres ont toujours eu pour objet la mainmise par les entreprises sur les terres fertiles des communautés. Le modèle des monocultures représente un danger intrinsèque pour la survie, la souveraineté et l'autonomie alimentaire des communautés, il renforce la violence du patriarcat et applique le même mode destructeur et oppressif dans l'organisation des terres (et donc, des populations) que celle qui a été appliquée à l'époque coloniale.

Les sociétés de plantations mènent actuellement une offensive perceptible visant à présenter les plantations industrielles d'arbres comme une solution inoffensive à la crise du climat et de la biodiversité, voire un moyen indispensable de surmonter cette crise.

Les industriels mettent en avant la capacité de l'arbre à absorber le carbone et à fournir des matières premières pour une économie « décarbonée » et « bio ». La propagande (et les intérêts) qui propagent ces allégations passent cependant sous silence de nombreuses contradictions et injustices. Nous en décrivons ici quelques-unes.

Tout d'abord, le carbone absorbé par les arbres ne pourra jamais compenser le carbone libéré par les gisements de pétrole et de charbon qui sont stockés depuis des millénaires dans le sous-sol. L'idée que l'impact climatique de n'importe quel carbone est le même, qu'il résulte de la déforestation ou de la combustion de pétrole, de gaz ou de charbon, est une hypothèse de basse essentielle (et fausse) qui justifie les compensations - qui constituent à leur tour le principal pilier des marchés du carbone, de REDD+, du « zéro émission nette », du « zéro déforestation nette », et maintenant aussi les prétendues « solutions fondées sur la nature ».

« Prétendre que le carbone est le même, quelle que soit son origine, permet également de dissimuler la violence, la destruction écologique et l'abus de pouvoir qui sont à la base des empires des industries des combustibles fossiles. Cela permet également de propager cette violence et ces abus là où les projets de compensation sont censés stocker une quantité équivalente au carbone rejeté. » (1)

Un autre point crucial est complètement passé sous silence dans la propagande des entreprises et des gouvernements en faveur du développement des monocultures : les plantations industrielles sont bien plus que des arbres. Ces plantations s'inscrivent dans

un modèle de monoculture qui s'est imposé par la violence à l'époque coloniale. Un modèle basé sur le racisme, le vol de terres, l'oppression violente de ceux qui sont chassés de leurs terres, la dévastation écologique et la destruction des économies locales ainsi que des relations sociales, spirituelles et culturelles.

Les plantations industrielles ont joué un rôle central dans le processus de colonialisme et dans son expansion. Les monocultures imposent une organisation spécifique des terres (et par conséquent des personnes) qui remplace par la violence d'autres modes d'organisation des terres (et des personnes), par exemple, sous la forme de biens communs forestiers ou conformément aux pratiques et aux systèmes de gouvernance des peuples autochtones. (2) Comme Larry Lohmann l'a souligné dans sa présentation de 2011 « Plantations et colonialisme », « *les plantations esclavagistes du passé et les plantations industrielles d'aujourd'hui ne font pas que soutenir le colonialisme ; elles sont constituées par le colonialisme.* » (3)

Il y existe clairement un lien économique avec ce processus. Les colonies de plantations esclavagistes des Amériques fournissaient non seulement des produits de première qualité, mais constituaient également un marché captif pour les outils métalliques, les textiles et l'approvisionnement de l'Empire britannique du début et du milieu du XVIII^e siècle. Les plantations étaient elles-mêmes des sous-produits d'un nouveau système économique.

Une deuxième grande expansion des plantations industrielles dans les pays du Sud a eu lieu dans les années 1960 et était motivée par le besoin industriel inventé de toutes pièces d'avoir une consommation accrue de pâte à papier et de bois dans les pays industrialisés. Le secteur des plantations a donc joué un rôle clé dans la création d'une expansion sans cesse croissante de la consommation de produits à base de bois, en particulier dans les pays du Nord. « *Les plantations sont créées parce qu'elles servent certains intérêts [et] font sens avec certains discours.* » (4)

Pour faire face à la résistance et aux critiques (également croissantes) contre ces monocultures, les sociétés de plantations prétendent non seulement que ce modèle de monoculture est une solution à la crise du climat, de la biodiversité et de la déforestation, mais elles affirment également qu'elles peuvent produire des produits « durables » à base de bois - tels que des « biocarburants », des « fibres à base de bois », des « plastiques à base de bois », etc. Outre les nombreux arguments et témoignages qui contredisent ces affirmations, comme l'explique Lohmann dans la présentation mentionnée ci-dessus, parler de plantations industrielles « durables » d'eucalyptus ou de palmiers à huile revient à parler de colonialisme durable ou de suraccumulation durable.

Cette nouvelle offensive s'accompagne de nouveaux euphémismes tels que « reboisement », « restauration », « solutions fondées sur la nature » (6), « éliminations de carbone », parmi bien d'autres.

Mais l'actualité la plus pressante aujourd'hui, c'est que les sociétés de plantations (font pression pour développer encore plus ce modèle de monoculture, en prétendant de manière trompeuse qu'elles peuvent également apporter développement et prospérité aux propriétaires fonciers ruraux qui s'inscrivent à des programmes de sous-traitance. Le système de sous-traitance (également appelé agriculture contractuelle) est une stratégie utilisée par les sociétés de plantations pour continuer à développer leurs monocultures malgré la résistance forte et constante à leurs concessions à grande échelle.

« Cette approche permet aux entreprises de continuer à étendre leur contrôle sur encore plus de terres agricoles et d'augmenter leur production d'huile de palme, sans être accusées de devenir de grands propriétaires fonciers ou d'expulser des familles de paysans. Les gouvernements ont également commencé à promouvoir de tels programmes pour éviter les conflits sociaux provoqués par l'octroi de grandes concessions aux grandes entreprises. L'agriculture contractuelle est également devenue une tactique permettant aux entreprises [d'huile de palme] d'accéder à de nouveaux financements, souvent publics, provenant de banques de développement, d'agences d'aide, de gouvernements et d'autres bailleurs de fonds. Les entreprises prétendent que ces contrats bénéficient aux paysans, alors qu'en réalité ce sont elles et leurs bailleurs de fonds qui en bénéficient. » (7)

Les promesses (c'est-à-dire les mensonges) des sociétés de plantations ne sont pas nouvelles ; mais leurs discours et leurs supercheries sont certainement déterminés en fonction de leurs intérêts actuels pour accroître les opportunités de marché et la demande pour leurs plantations, mais aussi en fonction de la résistance et des critiques sur le terrain.

« Les entreprises et les investisseurs responsables de ces plantations ont toujours nié les impacts graves et négatifs et ils développent régulièrement des campagnes de désinformation destinées à obtenir le soutien des gouvernements, à séduire les médias, à convaincre les investisseurs de financer leurs plantations et à persuader les consommateurs d'acheter leurs produits. De manière aussi importante, ces campagnes ciblent les communautés impactées par ces plantations et elles contribuent fréquemment à intimider et criminaliser les membres de la communauté qui luttent contre les plantations dans le but d'étouffer toute résistance. » (8)

La réalité des plantations industrielles, quels que soient les discours et la propagande utilisés, a toujours été pour les entreprises une question de mainmise sur les terres

fertiles des communautés. Le modèle des monocultures représente un danger intrinsèque pour la survie, la souveraineté et l'autonomie alimentaire des communautés et applique le même mode destructeur et oppressif dans l'organisation des terres (et donc, des populations) que celle qui a été appliquée à l'époque coloniale.

Les impacts dévastateurs de cet accaparement massif des terres au profit des grandes entreprises sont incalculables. (9) Pourtant, le WRM a appris au cours de ses discussions avec les femmes vivant dans et autour de ces plantations industrielles qu'un aspect inhérent au modèle des plantations est resté largement invisible. Le modèle de la monoculture renforce également la violence du patriarcat.

« Lorsque ces plantations industrielles empiètent sur les terres des communautés, les violences sexuelles, les viols et les différents abus à l'encontre des femmes et des filles augmentent considérablement. Cette situation se retrouve partout où sont créées des plantations industrielles, indépendamment du fait que les plantations soient destinées à la production d'huile de palme ou de caoutchouc.

La plupart des femmes qui subissent des actes de violence sexuelle à proximité de ces plantations industrielles souffrent en silence. Peu d'entre elles signalent les agressions, les viols ou le harcèlement sexuel par crainte de représailles et de nouveaux abus de la part des autorités et du personnel de l'entreprise. Cette situation expose à son tour les femmes à davantage de violences et d'abus sexuels, car les auteurs ne courent pratiquement aucun risque de devoir rendre compte des violences qu'ils infligent aux femmes. Les normes culturelles qui stigmatisent les femmes qui ont été violées, rejettent la faute sur les victimes et, pis encore, exposent leurs familles à la honte. Trop souvent, les femmes souffrent non seulement en silence, mais aussi seules. » (10)

Face à l'expansion des entreprises, les communautés ont inventé différentes formes de résistance.

L'une des premières usines de pâte à papier résultant de l'expansion de ces plantations a été l'usine d'Aracruz au Brésil, construite littéralement sur les terres d'un village autochtone Tupinikim appelé Macacos. Pour installer ses plantations industrielles d'eucalyptus, la société Aracruz a volé les terres de dizaines d'autres communautés Tupinikim et détruit la forêt tropicale atlantique, y compris les nombreux ruisseaux et rivières dont dépendaient les Tupinikim de cette région. La destruction dévastatrice des villages Tupinikim et de leur territoire a en même temps marqué le début d'une lutte de 40 ans (5) dans le cadre de laquelle les communautés Tupinikim, en alliance avec les communautés autochtones Guarani, qui ont rejoint leur lutte dans les années 1960, ont récupéré une grande partie de leur territoire. Leur lutte a incité d'autres communautés au

Brésil et ailleurs à résister à l'avancée des plantations d'eucalyptus et à récupérer les terres prises par les multinationales papetières.

Les luttes des peuples autochtones et des communautés forestières contre les monocultures industrielles d'arbres visent à défendre leurs terres et leurs forêts, leurs biens communs, leurs relations et leurs espaces de vie nourris de leurs histoires, de leurs connaissances et de leurs conceptions.

Rosalva Gomes, une militante du Mouvement interétatique des briseuses de babassu (noix de coco) au Brésil, a expliqué : « *Il n'y a pas de recette toute faite pour la résistance. Cela dépend de chaque territoire et de l'étendue de chaque territoire. Cela dépend beaucoup des atouts internes de chaque territoire et des spécificités de chaque pays, État et communauté. Mais il existe une stratégie fédératrice, car il y a une chose dont nous sommes sûrs : si nous ne nous renforçons pas et n'unissons pas nos forces, nous subissons des impacts très importants, voire plus importants [que ceux que nous vivons actuellement]. Nous traversons déjà de nombreuses difficultés. Le rassemblement des forces des communautés et des organisations est l'une des voies de la résistance.* » (11)

Le WRM continue de s'efforcer de soutenir et d'accompagner les résistances communautaires.

(1) Le carbone est-il le même, quelle que soit son origine ? Carbone fossile, violence et pouvoir dans « 15 ans de REDD. Un système fondamentalement vicié <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/15-ans-de-redd-un-systeme-fondamentalement-vicie>

Voir également, WRM, Que pourrait-il y avoir de mal à planter des arbres ?

<https://www.wrm.org.uy/fr/publications/que-pourrait-il-y-avoir-de-mal-a-planter-des-arbres>

(2) Plantations and Colonialism. Présentation de Larry Lohmann lors du Fake Forest Day du 4 décembre 2011 à Durban, Afrique du Sud, <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/plantations-and-colonialism> ; voir aussi une vidéo de cette présentation à Durban, Afrique du Sud en 2011,

https://www.youtube.com/watch?v=SnOoG5_Tzv0.

(3) Idem (2)

(4) Carrere, Ricardo and Lohmann, L. (1996), Pulping the South, Industrial Tree Plantations and the World Paper Economy, <https://www.wrm.org.uy/publications/pulping-the-south-industrial-tree-plantations-in-the-world-paper-economy>

(5) Bulletin du WRM, Une lutte de plus de 40 ans, <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/apprendre-des-leaders-indigenes-tupinikim-au-bresil-sur-la-reconquete-de-leurs-territoires-une-lutte-de>

(6) Bulletin WRM, Les « solutions fondées sur la nature » : Dissimuler un immense accaparement des terres <https://www.wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-255>

(7) WRM, Neuf raisons de dire « NON » à l'agriculture contractuelle des entreprises d'huile de palme, 2022 <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/neuf-raisons-de-dire-non-a-lagriculture-contractuelle-des-entreprises-dhuile-de-palme>

Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

(8) WRM, 12 réponses à 12 mensonges à propos des plantations industrielles d'arbres,

https://www.wrm.org.uy/fr/files/2013/05/12_reponses_a_12_mensonges_sur_les_plantations_de_palmier_a_huile.pdf

(9) Retrouvez de nombreux articles et documents mettant en lumière les luttes contre les plantations industrielles en monocultures ici : <https://www.wrm.org.uy/fr/themes/luttes-contre-les-monocultures-darbres>

(10) Briser le silence : Harcèlement, violences sexuelles et abus à l'encontre des femmes dans et autour des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas, <https://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/briser-le-silence-harcèlement-violences-sexuelles-et-abus-a-lencontre-des-femmes-a-linterieur-et-autour-des-plantations-industrielles-de-palmiers-a-huile-et-dheveas/>

Pour plus d'informations, voir :

L'exploitation sexuelle et la violence contre les femmes à la base du modèle de la plantation industrielle,

<https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/l'exploitation-sexuelle-et-la-violence-contre-les-femmes-a-la-base-du-modele-de-la-plantation>

Les impacts des grandes plantations de palmiers sur les femmes,

<https://www.wrm.org.uy/fr/publications/les-impacts-des-plantations-industrielles-de-palmier-a-huile-sur-les-femmes>

Patriarcats dans les forêts en Inde : Communautés en péril,

<https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/patriarcats-dans-les-forets-en-inde-communautés-en-peril>

(11) Bulletin WRM, Les semailles de la résistance et l'organisation collective,

<https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/semer-la-lutte-et-larticulation-collective>

Le Réseau Alerte contre les Déserts Verts du Brésil ravive la flamme de la résistance

Le réseau, qui regroupe des mouvements, des organisations et des communautés dans la lutte contre les plantations d'arbres, s'est réuni dans l'extrême sud de l'État de Bahia. En ce 21 septembre, le réseau a une fois de plus dénoncé les impacts de ce modèle violent et injuste qui est basé sur des plantations destinées pour la plupart à l'exportation de pâte à papier.

Lors d'une réunion historique, le Réseau Alerte contre les Déserts Verts du Brésil s'est réuni à nouveau en septembre 2022, dans l'extrême sud de Bahia. Après la pandémie, et malgré de nombreuses difficultés dues à la situation économique et sociale de la majorité de la population, des communautés paysannes, *quilombolas* (1) et autochtones, des militants, des organisations et des mouvements sociaux de différentes régions du pays se sont réunis et ont ravivé la flamme de la résistance contre l'expansion des monocultures d'arbres qui continuent d'envahir leurs territoires.

Au cours de la réunion, des expériences de résistance ont été partagées, des informations sur les impacts des monocultures d'eucalyptus et des usines de cellulose échangées et ainsi, les liens d'unité et de lutte pour la terre et la vie ont été renforcés. La réunion s'est terminée par la publication d'une lettre dans laquelle le Réseau souligne les principaux impacts et dénonce un modèle injuste, qui ne respecte pas les communautés et leurs cultures, ni les territoires où il est installé (voir lettre ci-dessous).

Une longue histoire de résistance

De larges monocultures d'eucalyptus, de pins et d'autres arbres se sont développées dans différentes régions du Brésil, surtout depuis la seconde moitié des années 1960. L'un des principaux États où ce processus a débuté est Espírito Santo, avec l'installation d'une entreprise appelée Aracruz Florestal dans la municipalité d'Aracruz.

En s'utilisant des moyens les plus sordides et avec le soutien total du gouvernement militaire de l'époque, cette entreprise s'est emparée des terres des peuples autochtones Tupinikim et Guarani, expulsant une grande partie de cette population. Quelques années plus tard, elle a encore avancé dans le nord de l'Espírito Santo, s'emparant cette fois-ci des terres des communautés *quilombola* et expulsant également une grande partie de cette population. L'entreprise a dévasté la dense forêt atlantique qui existait dans la région et a planté de vastes zones de monoculture d'eucalyptus, principalement pour la production

de cellulose destinée à l'exportation. Pendant ce temps, d'autres entreprises ont avancé avec leurs plantations dans l'État de Minas Gerais produisant du charbon de bois d'eucalyptus pour munir les entreprises sidérurgiques.

À partir du milieu des années 1980, la dévastation se poursuit sans relâche et s'étend à l'extrême sud de Bahia. La monoculture a également progressé sur les terres des communautés paysannes et des grands domaines, zones revendiquées par la suite par le MST (Mouvement des Travailleurs Sans Terre) afin d'installer d'innombrables familles sans propriété. Avec la re-démocratisation du pays et l'émergence de divers mouvements sociaux, les conflits sont devenus de plus en plus évidents tandis que les luttes parvenaient à progresser davantage.

Toutes ces violations à l'encontre des droits des groupes communautaires les plus divers ont abouti, à la fin des années 1990, à la création dans l'État d'Espírito Santo, d'un réseau de résistance contre les monocultures d'eucalyptus, le Réseau Alerte contre le Désert VERT. Ce réseau s'est constitué comme une articulation et un mouvement horizontal basé sur les luttes légitimes des communautés autochtones, *quilombolas* et paysannes, touchées par la monoculture d'eucalyptus dans le but de défendre et récupérer leurs territoires. Ces communautés ont été rejointes par un large groupe de citoyens, d'organisations, de mouvements sociaux, de groupes pastoraux et d'églises, prêts à soutenir ces luttes et convaincus qu'il est essentiel de faire face au capitalisme, à la pensée développementiste et à un modèle de plantation de monoculture d'arbres à large échelle basée sur de grands projets qui concentrent les profits et les terres. Par exemple, en plus du MST déjà nommé, des mouvements tels que le MPA (Mouvement des Petits Agriculteurs), le MLT (Mouvement de Lutte pour la Terre), Via Campesina elle-même, ont également pris parti, commencé à participer et à remettre en cause la monoculture de l'eucalyptus, les limites de son expansion, et à mener des actions de protestation.

Le Réseau Alerte dans l'Espírito Santo s'est articulé et a étendu ses actions à d'autres régions touchées par les déserts verts, comme Bahia et Minas Gerais, ainsi qu'aux États et régions dans lesquels la monoculture d'eucalyptus s'étendait, comme Rio de Janeiro, Maranhão, Rio Grande do Sul et Mato Grosso do Sul.

Depuis lors, le Réseaux Alerte est un espace d'échange d'expériences et de renforcement des luttes de résistance dans les plus diverses régions du pays. Réunions nationales, séminaires, publications, interventions et marches dénonçant les multiples violations ont eu lieu, ainsi que des actions directes pour récupérer des territoires dans l'Espírito Santo, Bahia et Minas Gerais.

Le secteur des plantations pour la production de papier et cellulose au Brésil, subventionné par l'État dans ses différentes échelles (municipale, étatique, fédérale) et différentes sphères (pouvoir exécutif, législatif, judiciaire), et sous successifs gouvernements aux matrices idéologiques distinctes, continue d'avancer sur les terres fertiles et arables et d'impacter les communautés. Aracruz Celulose est un exemple à souligner, car c'est l'une des premières entreprises du secteur. Il en existe d'autres, tout aussi destructrices, telles que CMPC (ex-Aracruz), International Paper, Eldorado et Veracel (partenariat entre Stora Enso et Suzano). Les noms des entreprises peuvent changer, comme celui d'Aracruz qui est devenu Fibria et aujourd'hui s'appelle Suzano, mais les impacts et les crimes restent les mêmes, tout comme la responsabilité de l'héritage des violations causées.

**Lettre de la Rencontre Nationale du Réseau « Alerte contre le Désert Vert »
Alerte ! Alerte! 21 septembre 2022. Alerte! Alerte!**

À l'occasion de la Journée de l'Arbre, sous couvert de la "*gestion durable des forêts*" et de la "*neutralité carbone*", les entreprises de cellulose et sidérurgie intensifient leur propagande verte, tandis qu'elles célèbrent leurs profits et arment leurs domaines. Tout en glorifiant l'arbre, elles étendent leurs monocultures d'eucalyptus. Avec le soutien de l'État, l'agro est de plus en plus toxique. Monoculture = Monofutur.

Nous, les membres du Réseau Alerte contre le Désert Vert, composé par des communautés autochtone, *quilombola*, casseuses de noix de coco *babaçu* et paysannes, activistes, chercheurs, avocats du peuple, syndicats, organisations et mouvements sociaux nous sommes réunis du 16 au 19 septembre 2022, à l'École Populaire d'Agroécologie et d'Agroforesterie *Egídio Brunetto*, dans la municipalité de Prado, à l'extrémité sud de Bahia. Lors de cette rencontre, nous avons parcouru des territoires et échangé des expériences sur les impacts de la monoculture (principalement l'eucalyptus) et de l'industrie de la cellulose dans nos vies, ainsi que de nos luttes de résistance et construction d'autres réalités.

Nous dénonçons, une fois de plus, que l'expansion des plantations de monoculture et leur chaîne logistique et industrielle, produit d'innombrables impacts environnementaux et sociaux, entraînant la perte de la biodiversité et de la qualité de vie, à la campagne comme en ville.

L'un de ses effets les plus pervers est la réduction des possibilités de succession générationnelle pour les familles *quilombola*, autochtones et paysannes dans leurs territoires, avec la réduction brutale des conditions d'agriculture et *d'extrativismo* (cueillette de fruits, de plantes médicinales, etc), et, par conséquent, de leur sécurité alimentaire, en marginalisant, criminalisant et expulsant les communautés de leurs territoires ancestraux.

Comme mesures fortes d'expulsion des familles revendiquant leurs territoires dans des zones chevauchées par les monocultures d'eucalyptus et l'agrobusiness, diverses menaces font jour, qui se matérialisent par des atteintes à la vie de membres des communautés, comme dans le cas récent de l'assassinat de l'autochtone *Pataxó Sarã* ("racine" dans la langue autochtone *Pataxó*), de 14 ans, dans le territoire autochtone *Comexatibá* (Prado/BA), de l'incendie criminel du Mémorial *Mesa de Santa Bárbara* de la Communauté *Quilombola* de *Linhaquinho* (Conceição da Barra/ES), et de l'emprisonnement politique du professeur, poète et producteur culturel Flávio Prates, après l'expulsion qui a eu lieu dans la zone du Campement *Nova Trancoso* (Trancoso/BA).

La pulvérisation, y compris aérienne et par drones, de pesticides dans les monocultures, entraîne la contamination du sol, des cours d'eau, de la flore et de la faune, des plantations et habitants des entourages. Cette situation sera aggravée par l'autorisation de vente d'eucalyptus génétiquement modifiés tolérants à l'herbicide Glyphosate. En outre, les grands massifs de monoculture sont responsables de l'assèchement des sources d'eau, des cours d'eau, des lacs et des puits, ainsi que de l'appauvrissement et la dégradation du sol et sa fertilité, culminant à l'érosion, car ils remplacent la diversité des biomes par une seule plante reproduite en série.

Les effets des monocultures sur l'environnement local rendent les communautés touchées plus vulnérables aux impacts du changement climatique, notamment l'occurrence croissante de longues périodes de sécheresse et l'augmentation de la température de la surface de la terre.

Le transport des grumes d'eucalyptus par des camions depuis les plantations jusqu'aux usines de pâte à papier dégrade les routes, produit du bruit jour et nuit, affecte la qualité de l'air en produisant de la poussière et en émettant des gaz à effet de serre, augmente les niveaux de mortalité routière de la faune et accroît considérablement le risque d'accidents sur la route, d'innombrables accidents mortels, ayant déjà eu lieu, dans différentes régions du Brésil.

Les impacts sociaux et environnementaux des usines de cellulose sont également significatifs compte tenu des grandes quantités d'eau utilisées et des énormes quantités d'effluents industriels déversés dans les rivières, qui peuvent contenir des éléments extrêmement toxiques tels que les dioxines et les furanes, produits par le blanchiment au chlore du papier. Ces industries produisent des niveaux élevés de bruit et d'émissions de particules, de suie, de sciure de bois et de composés sulfurés (qui provoquent une forte odeur caractéristique), cette pollution peut provoquer de nombreux problèmes respiratoires tels que la toux, l'irritation des voies respiratoires, la difficulté à respirer, l'asthme, en plus de l'irritation des yeux, des vertiges, des maux de tête, des nausées, le manque d'appétit, des troubles émotionnels tels que l'exaspération et la dépression, et peut entraîner à des problèmes cardiovasculaires. En plus du risque permanent d'accidents auquel sont exposés les travailleurs et les habitants des environs des usines.

Différentes sphères de l'État sont liées aux actions des entreprises capitalistes. Cette alliance du secteur des monocultures d'arbres avec l'État brésilien trouve ses racines dans la dictature militaire et se reproduit jusqu'aux jours actuels, par le biais d'avantages fiscaux et de financements publics ; de la protection par l'appareil policier/militaire ; de la non-application des processus de reconnaissance et de titularisation des territoires *quilombolas* et des processus de démarcation et de titularisation collective des territoires des communautés autochtones (le gouvernement Bolsonaro a tenu sa promesse et a été le premier gouvernement à supprimer les démarcations sur les terres autochtones); l'approbation par le CTNBio (*Comissão Técnica Nacional de Biosegurança* - Comité Technique National de Biosécurité) de variétés génétiquement modifiées d'eucalyptus sans l'étude des impacts possibles sur la santé humaine et environnementale, ainsi que le manque d'information aux populations potentiellement affectées; le démantèlement de la législation et des instances gouvernementales responsables des licences et de l'inspection environnementale; et le manque d'efficacité des politiques de permanence des populations paysannes, *quilombolas* et autochtones dans les campagnes.

Compte tenu de ce qui précède, nous lançons un appel à toute la société civile organisée et exigeons, principalement de la part de l'État brésilien, que les mesures suivantes soient adoptées de toute urgence :

- La titularisation collective des territoires *quilombolas* et autochtones, avec des garanties effectives de la souveraineté de ceux-ci sur leurs territoires ;
- L'établissement de nouvelles terres pour la réforme agraire avec des principes agroécologiques ;

- Le respect total des demandes exprimées dans la Lettre des Communautés *Quilombola* de l'Extrême Sud de Bahia, datée de décembre de 2021 ;
- La non-autorisation de nouveaux arbres génétiquement modifiés et la non-plantation des arbres génétiquement modifiés déjà autorisés par le CTNBio² ;
- Que le CTNBio respecte le principe de précaution et l'évaluation minutieuse, basé sur des données scientifiques, par rapport de la libération des organismes génétiquement modifiés. Ce principe a été scandaleusement violé dans le cas de l'eucalyptus génétiquement modifié H421, un cas qui a été bien dénoncé et documenté ;
- La non-approbation du Projet de Loi 1.366/22, actuellement en cours d'examen par la Chambre des Députés, et qui vise à retirer la sylviculture de la liste des activités "potentiellement polluantes et qui utilisent des ressources environnementales", ce qui supprime la nécessité d'obtention de licences environnementales ;
- Une taxation, une réglementation et une rigueur accrues dans les processus d'octroi de licences environnementales et d'inspection des plantations de monoculture et les industries de la cellulose ;
- L'interdiction de la pulvérisation aérienne de produits agrottoxiques ;
- La garantie de la sécurité et de l'intégrité physique des communautés autochtones, *quilombolas* et paysannes. Que l'on défende la vie des gens et non les intérêts de l'agrobusiness.

Nous soulignons également qu'à la lumière des diverses violations des droits rapportées, nous reconnaissons comme légitime et nécessaire la récupération des territoires des peuples et des communautés traditionnelles envahies, pillées et dégradées par les entreprises de l'industrie de la cellulose et d'autres monocultures agroalimentaires.

21 septembre 2022

Journée Internationale de Lutte contre la Monoculture d'Arbres

Réseau « Alerte contre le Désert Vert »

<https://alertacontradesertosverdes.org/>

(1) Les communautés quilombolas sont celles formées par les descendants des africains qui ont été soumis à l'esclavage et qui se sont enfuis pour fonder des noyaux de résistance et de vie en communauté, les nommés quilombos dans le Brésil colonial et impérial.

Résistance aux plantations de palmiers à huile en Ouganda

Les plantations de palmiers à huile de BIDCO, une société détenue en partie par Wilmar, sur l'île de Kalangala, en Ouganda, ont entraîné des effets dévastateurs. La société prévoit de s'étendre sur l'île de Buvuma, mais elle continue de faire face à une forte opposition organisée ! Regardez une courte vidéo qui présente des témoignages de la résistance de la population sur l'île de Buvuma.

En Ouganda, le palmier à huile n'est pas une espèce indigène. C'est dans les années 1990 que le gouvernement, avec le soutien de la Banque mondiale et du Fonds international de développement agricole (FIDA) des Nations Unies, a commencé à mettre en place un Programme national de développement des huiles végétales, dans lequel le palmier à huile était la principale espèce cultivée.

Le gouvernement ougandais a mis en place un processus d'appel d'offres pour sélectionner une entreprise qui pourrait planter des palmiers à huile, construire une usine d'huile de palme brute et mettre en œuvre un programme d'agriculture contractuelle. Le gouvernement se chargeait de fournir des terres à l'entreprise et lui accordait de nombreux autres avantages, notamment des incitations fiscales. (1) En 2003, un accord de partenariat public-privé a été signé entre le gouvernement ougandais et BIDCO, une société partiellement détenue par la multinationale Wilmar. Wilmar est le deuxième plus grand exploitant international de plantations de palmiers à huile en Afrique, après la Socfin, et il est connu pour avoir été impliqué à de nombreuses reprises dans des violations des droits de l'homme. (2)

Les programmes de sous-traitance avec de petits exploitants, également connus sous le nom d'agriculture contractuelle, sont utilisés par les sociétés de plantations pour obtenir un meilleur accès et un meilleur contrôle sur les terres communautaires. Les paysans cultivent les palmiers à huile sur leurs propres terres, et en retour, l'entreprise achète toutes les noix de palme qu'ils produisent. Les gouvernements soutiennent généralement ces programmes, qui sont présentés comme un accord gagnant-gagnant. Mais en fait, ils constituent un piège. Les paysans s'endettent dès le départ, perdent la liberté de

décider à qui vendre leur production, sont soumis à des restrictions strictes concernant la plantation d'autres cultures et renoncent à leur autonomie et même à leurs terres, entre autres conséquences majeures.. (3)

L'accord signé mentionne le développement de 40 000 hectares de plantations de palmiers à huile dans le pays. Vers l'année 2005, BIDCO a commencé ses plantations industrielles sur l'île de Kalangala, avec près de 10 000 hectares, dont près des deux tiers sont des plantations de l'entreprise, tandis que le reste relève d'un programme d'agriculture contractuelle.

Comme c'est le cas dans la plupart des pays, les sociétés de plantations de palmiers à huile font beaucoup de promesses aux communautés lorsqu'elles prennent contact avec elles. Pour convaincre les gens, l'entreprise a invité les membres de la communauté à des réunions et à des séminaires où de nombreuses promesses ont été faites et, par conséquent, beaucoup ont été amenés à signer des documents et à consentir des accords avec l'entreprise qui ont ensuite été utilisés pour s'emparer de leurs terres.

L'expérience des habitants de l'île de Kalangala est catastrophique. Ils ont assisté à l'accaparement de leurs terres, à la destruction de leurs forêts et à la pollution de leurs ressources en eau. Des personnes ont été arrêtées et torturées lorsqu'elles se sont opposées à l'entreprise, et des femmes et des enfants ont été déplacés et n'ont nulle part où aller.

BIDCO prévoyait de commencer à étendre ses plantations sur l'île de Buvuma en 2012, mais il a été difficile pour le gouvernement de lui procurer des terres. Les projets de l'entreprise et du gouvernement visant à déplacer les communautés se sont heurtés à une forte opposition organisée. Aujourd'hui encore, l'entreprise n'est pas en mesure d'avancer comme elle l'avait initialement envisagé. La résistance des communautés a été fructueuse !

La courte vidéo de 6 minutes ci-dessous montre comment les communautés de l'île de Buvuma, et les femmes en particulier, résistent à l'expansion des plantations de palmiers à huile de BIDCO sur leurs terres. C'est aussi un appel à la résistance et une alerte pour

d'autres communautés qui pourraient être confrontées aux mêmes menaces, à ne pas se lancer dans le business du palmier à huile :

<https://www.wrm.org.uy/fr/multimedia/ouganda-resister-aux-plantations-industrielles-de-palmiers-a-huile>

(1) World Law Group, Ouganda : Tax Incentives for Foreign Direct Investment, 2022,

<https://www.theworldlawgroup.com/news/uganda-tax-incentives-for-foreign-direct-investment>

(2) Chain Reaction Research, African Oil Palm Expansion Slows, Reputation Risks Remain for FMCGs, 2022,

<https://chainreactionresearch.com/report/african-oil-palm-expansion-slows-reputation-risks-remain-for-fmcgs/>

(3) WRM, Neuf raisons de dire « NON » à l'agriculture contractuelle des entreprises d'huile de palme,

2022 <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/neuf-raisons-de-dire-non-a-lagriculture-contractuelle-des-entreprises-dhuile-de-palme>

12 réponses à 12 mensonges à propos des plantations industrielles d'arbres : une nouvelle note d'information du WRM

À l'occasion du 21 septembre 2022, Journée internationale de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture, le WRM a publié la note d'information « 12 réponses à 12 mensonges sur les plantations industrielles d'arbres ».

À l'occasion du 21 septembre 2022, Journée internationale de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture, le WRM a publié la note d'information « 12 réponses à 12 mensonges sur les plantations industrielles d'arbres ».

Cette note d'information avait été initialement publiée en 1999, sous le titre « Dix réponses à dix mensonges ». À l'époque, les plantations d'eucalyptus, d'acacia, de pin et d'hévéa en monoculture se développaient dans de nombreux pays. Dans ce contexte, WRM a identifié la nécessité de produire un outil simple pour fournir aux militants communautaires et aux organisations de terrain des informations susceptibles de contrer les déclarations les plus trompeuses que les entreprises diffusent pour promouvoir ces plantations d'arbres.

Par la suite, les sociétés de plantations ont continué à affiner leurs réponses aux critiques exprimées par les communautés, les militants et les organisations à l'encontre des plantations. Comme on pouvait s'y attendre, au lieu de répondre aux critiques, les entreprises ont inventé de nouveaux mensonges. Cette situation, ainsi que la nouvelle impulsion donnée aux plantations industrielles d'arbres dans de nombreux pays, a motivé le WRM à publier une nouvelle édition de la note d'information de 1999.

La campagne du WRM contre les plantations d'arbres en monoculture

La note d'information publiée en 1999 s'inscrivait dans le contexte d'une campagne du WRM, lancée en 1998, contre les plantations d'arbres en monoculture. Dans le cadre de cette campagne, plusieurs outils ont été élaborés et des activités ont été réalisées pour soutenir les communautés dans leurs luttes contre les plantations d'arbres en monoculture. La campagne se poursuit encore aujourd'hui.

Pourquoi la question des plantations d'arbres joue-t-elle un rôle si important dans le travail du WRM depuis si longtemps ?

L'une des raisons est que la promotion des plantations d'arbres en monoculture a été un ingrédient clé des principales politiques internationales élaborées au cours des 30 à

40 dernières années pour lutter contre la déforestation – en dépit du fait que ces plantations sont une cause de déforestation. La promotion des plantations industrielles d'arbres était, par exemple, l'un des piliers du Plan d'action forestier tropical lancé en 1985 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en partenariat avec la Banque mondiale et d'autres institutions. Lors du lancement de REDD+ en 2007, on a aussi affirmé que ce mécanisme consistait entre autres à « augmenter les stocks de carbone forestier », ouvrant la porte à la promotion des plantations d'arbres à grande échelle en tant que projets REDD+.

La confusion délibérément entretenue entre plantations et « forêts » - alors que la seule similitude entre les deux est la présence d'arbres – est une raison de plus pour le WRM d'accorder une place centrale à la question des plantations d'arbres dans son travail. Jusqu'à aujourd'hui, les plantations industrielles d'arbres d'espèces souvent exotiques, voire d'arbres génétiquement modifiés, sont considérées comme des « forêts » par la FAO, la principale agence des Nations Unies chargée des questions forestières. C'est probablement aussi le principal mensonge que les entreprises de plantation ont répandu et dont elles ont profité.

Si le WRM met l'accent sur les plantations d'arbres, c'est aussi parce que les pays du Sud sont devenus la principale zone visée par l'expansion des plantations industrielles d'arbres en monoculture au cours des 30 à 40 dernières années. Cela s'explique principalement par le fait que, dans les pays du Sud, les entreprises trouvent les conditions les plus favorables pour réaliser des profits. On peut y trouver des terres fertiles et peu coûteuses, une main-d'œuvre bon marché et un climat qui favorise la croissance très rapide des arbres, en particulier des eucalyptus.

Par ailleurs, dans les pays du Sud en particulier, le « modèle de la plantation » a une longue histoire qui remonte à l'ère coloniale. À cette époque, les puissances européennes ont volé les terres des communautés pour y établir des plantations lucratives de différentes monocultures, orientées vers l'exportation et basées sur l'esclavage. Bien que les luttes de libération aient mis fin à l'ère coloniale dans presque tous les cas, le « modèle de la plantation » a survécu. Les multinationales affirment que les plantations ont aujourd'hui « modernisé » leurs conditions de travail, qu'elles sont « socialement responsables » et « durables » et que leurs pratiques sont « certifiées ». Cependant, les principales caractéristiques du « modèle de plantation » – telles que l'exploitation des travailleurs, l'accaparement d'immenses étendues de terres et de forêts communautaires et la destruction et la contamination des moyens de subsistance de la communauté – restent les mêmes. Les plantations néocoloniales d'aujourd'hui continuent pour l'essentiel

à refléter et renforcer les intérêts capitalistes des pays du Nord. Elles continuent également d'opprimer les communautés autochtones et noires et en particulier les femmes dans les pays du Sud, entretenant et renforçant le racisme et le patriarcat.

Les nouveaux mensonges propagés par les sociétés de plantation

Les sociétés de plantation continuent de recourir à la plupart des mensonges qu'elles utilisaient en 1999, notamment en qualifiant les plantations d'arbres de « forêts plantées » ; en prétendant que les plantations industrielles d'arbres sont installées sur des terres dégradées, que les plantations améliorent l'environnement et luttent contre le changement climatique, qu'elles protègent les forêts autochtones et contribuent à la création d'emplois et aux économies locales.

De plus, un certain nombre de nouveaux mensonges sont aussi apparus. Par exemple, que les **plantations**, en se substituant aux combustibles fossiles, **peuvent contribuer à une soi-disant « bioéconomie »**. Les entreprises promeuvent la plantation d'arbres pour produire de l'électricité grâce à des « plantations de biomasse », ou pour fabriquer des produits de consommation de masse tels que des plastiques, des textiles ou des médicaments. Il s'agit d'une tentative de réfuter la critique selon laquelle les plantations d'arbres contribuent à la destruction des forêts et d'autres biomes, aggravant encore le changement climatique.

Comment les plantations industrielles, avec tous leurs impacts négatifs, peuvent-elles servir de base à une « bioéconomie » qui prétend respecter la vie et la nature ? La mise en pratique du plan des sociétés de plantation impliquerait de planter des eucalyptus sur toute la superficie de certains pays du Sud. La principale motivation des propriétaires de sociétés de plantations est probablement tout autre : il s'agit d'une formidable nouvelle opportunité commerciale.

Un autre mensonge répandu par les entreprises est que **les conflits avec les communautés à propos des terres, de la pollution de l'eau, des conditions de travail, etc., peuvent être résolus par la « certification » des plantations**. Le FSC (Forest Stewardship Council), par exemple, décerne un label à une entreprise si elle démontre qu'elle est engagée dans une « gestion durable » de ses plantations. Le FSC a été un succès pour les entreprises. Beaucoup d'entre elles ont reçu le label alors même que les documents montraient que leurs titres fonciers étaient illégaux ou qu'elles étaient impliquées dans des conflits avec les communautés locales. Si le FSC ne tient pas ses

promesses, c'est parce qu'il ne remet pas en cause les principales caractéristiques du « modèle de la plantation » : les exploitations à grande échelle, la plantation d'arbres en monoculture, l'accaparement des terres fertiles communautaires fertiles ainsi que des ressources en eau de la région.

À la suite d'une initiative des Nations Unies, plusieurs **entreprises affirment désormais qu'elles s'engagent en faveur de l'autonomisation des femmes sur le lieu de travail, sur le marché et dans la communauté**. Les politiques de genre des grandes entreprises sont apparues en réponse aux critiques et aux luttes des femmes contre le modèle de la plantation. Le fait que les sociétés de plantation ont mis en place de telles politiques est aussi une réponse aux luttes déterminées des femmes contre les plantations industrielles d'arbres notamment.

Mais la prétendue « égalité » d'accès à l'emploi que les entreprises offrent aux femmes cache la pratique courante selon laquelle les entreprises profitent de l'embauche de plus de femmes que d'hommes pour des tâches dangereuses et mal rémunérées, si elles estiment que les femmes les exécutent plus efficacement. C'est par exemple ce qui se passe pour le travail très précis effectué dans les pépinières et pour l'application des pesticides. De plus, les entreprises détruisent les terres dont les femmes dépendent pour maintenir leurs connaissances et leurs pratiques traditionnelles. Les entreprises ont tendance à renforcer les structures patriarcales lorsqu'elles cherchent à s'appuyer sur les processus d'approbation de la communauté, principalement dominés par les hommes, pour utiliser les terres communautaires pour les plantations.

Partout où les femmes ont résisté, les entreprises ont utilisé des stratégies pour briser leur résistance en les intimidant et en les criminalisant. Les entreprises négligent généralement le fait que leurs plantations sont liées à une augmentation des violences sexuelles et du harcèlement à l'encontre des femmes, l'un des impacts les plus passés sous silence et pourtant les plus pervers du « modèle de la plantation ».

Sur le continent africain, où les investisseurs espèrent gagner le plus d'argent à l'avenir avec les plantations, des consultants répandent le mensonge selon lequel **les pays africains devraient s'inspirer de la réussite des plantations d'arbres au Brésil et en Uruguay**. Si la mesure du succès est la richesse des propriétaires des entreprises dans ces pays, ces plantations ont certainement été un succès. Le principal propriétaire de la plus grande société de plantations brésilienne compte parmi les familles les plus riches du pays. Mais les sociétés de plantation au Brésil ont volé des terres aux peuples autochtones,

aux populations noires et aux autres communautés, et elles ont aggravé la pauvreté et le racisme à l'encontre de ces communautés. En Uruguay, en raison d'un important exode de la population rurale, les plantations peuvent s'étendre relativement facilement. Aujourd'hui, seulement 5 % de la population vit dans des zones rurales.

Un autre mensonge répandu par les sociétés de plantation est que **les plantations représentent une activité financièrement très saine et méritent donc d'être soutenues**. Mais la principale raison pour laquelle les plantations d'arbres sont rentables pour les propriétaires et les actionnaires des entreprises est que les banques et les institutions publiques et privées accordent de généreuses subventions et des incitations financières à ces entreprises. En réalité, la plupart d'entre elles sont lourdement endettées.

L'approche utilisée par ces entreprises pour continuer d'accéder à de nouveaux financements consiste à transformer une partie de leur dette en « obligations ». Cette approche n'est généralement accessible qu'aux entreprises, pas aux gens ordinaires. Une obligation n'est rien de plus qu'un document valant un certain montant de dette. L'entreprise peut la vendre pour recevoir un financement supplémentaire. C'est une opération intéressante pour les acheteurs, car l'entreprise remboursera l'argent investi après un nombre d'années convenu, plus un montant supplémentaire – le taux d'intérêt.

Les « obligations vertes » correspondent au nouveau nom utilisé par les sociétés de plantations pour désigner les mêmes obligations qu'auparavant. Les sociétés de plantation les appellent « vertes » parce qu'elles affirment que leur activité est « verte » et qu'elles contribuent de manière significative à la réduction du changement climatique et à la préservation de l'environnement.

Un dernier, mais très important mensonge veut faire croire que **les paysans peuvent bénéficier des plantations d'arbres**. La stratégie qui vise à associer les paysans aux plantations est une réaction à la résistance généralisée des communautés du monde entier aux plantations d'arbres à grande échelle. Pour éviter d'expulser les paysans pour réaliser leur plan, les entreprises ont de plus en plus promu des programmes d'« agriculture contractuelle » destinés aux petits exploitants. Dans le cadre de ces dispositifs, les agriculteurs signent un contrat avec une entreprise pour planter des arbres sur leurs terres. Les entreprises promettent un bon revenu à ceux qui plantent des arbres et assurent que ces paysans pourront continuer à pratiquer leurs cultures vivrières.

En réalité, la plus grande partie des bénéfices revient à l'entreprise, mais c'est aux agriculteurs d'assumer la plupart des risques et des coûts. Si les entreprises et les gouvernements prétendent que cette agriculture contractuelle améliorera les moyens de subsistance et les revenus des paysans, en réalité, elle aboutit en réalité au contraire.

En résumé, ce que les 12 mensonges présentés dans le nouveau document d'information du WRM ont en commun, c'est qu'ils cherchent tous à cacher le caractère destructeur du « modèle de la plantation » qui est à l'origine des conflits, des impacts et des oppressions qui accompagnent la promotion des plantations industrielles d'arbres. La lutte contre les plantations est donc fondamentalement une lutte contre le patriarcat, le néo-colonialisme, le racisme et le capitalisme et toutes leurs différentes formes d'oppression.

Pour lire la version complète de la nouvelle note d'information « 12 réponses à 12 mensonges à propos des plantations industrielles d'arbres », voir [ici](#).

La publication est également disponible en espagnol, anglais et français

Les communautés d'Afrique occidentale et centrale sont déterminées à mettre un terme à l'expansion des plantations de palmiers à huile

Les membres de l'Alliance informelle de lutte contre l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique occidentale et centrale ont publié une déclaration pour continuer à briser le silence sur les nombreux abus autour des plantations industrielles et pour réaffirmer leur ferme engagement à résister à leur expansion pour défendre leurs territoires et leurs vies.

Depuis des décennies, l'industrie de l'huile de palme cible les pays d'Afrique occidentale et centrale pour ses projets d'expansion. Mais ses projets ne se sont pas encore concrétisés et l'expansion n'a pas été à la hauteur des espérances des entreprises. La forte résistance des communautés a joué un rôle clé dans l'échec des tentatives des entreprises d'occuper une plus grande partie des terres que les gouvernements avaient déjà promis de réserver aux plantations industrielles de palmiers à huile.

Des organisations de terrain, des groupes communautaires et des militants de la région se sont rassemblés depuis 2013 (au Cameroun, au Gabon, en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire) pour partager leur expérience des impacts dévastateurs de ce modèle de monoculture sur leurs moyens de subsistance et leur bien-être. Pour mieux s'organiser et résister à cette invasion, ils ont créé l'Alliance informelle de lutte contre l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile en Afrique occidentale et centrale.

Certains aspects de cette résistance sont particulièrement importants : le soutien des communautés revendiquant leurs terres ; le partage et l'apprentissage collectifs des tactiques utilisées par les entreprises pour imposer et étendre leurs plantations ; l'engagement à garantir des espaces sûrs pour que les femmes puissent discuter des impacts spécifiques que les plantations industrielles de palmiers à huile ont sur leur vie ; et l'implication des femmes dans ces luttes et dans l'Alliance.

En mai 2022, les membres de l'Alliance se sont à nouveau réunis et ont publié une déclaration pour continuer à briser le silence sur les nombreux abus autour des plantations industrielles et pour réaffirmer leur ferme engagement à résister à leur expansion pour défendre leurs territoires et leurs vies.

Unissons-nous pour diffuser largement et fortement leurs messages !

STOP AUX ACCAPAREMENTS DE TERRES POUR LES PLANTATIONS DE MONOCULTURES EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE !

Du 22 au 29 Mai 2022 à Aboisso en Côte d'Ivoire, nous – riverains, activistes, et défenseurs des terres et des droits humains venant de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale réunis au sein d'une alliance informelle de lutte contre les monocultures industrielles-- nous sommes rassemblées pour échanger sur les impacts des plantations sur leurs vies quotidiennes.

Il s'agissait pour ceux qui sont dans ces luttes et pour ceux qui soutiennent ces luttes de comprendre les stratégies toujours innovantes mises en place pour l'accompagnement des terres des communautés par ces entreprises et multinationales.

Également l'objectif était d'évaluer les actions passées durement frappées par la COVID 19 et de partager des informations et des stratégies afin de stopper les expansions de plantations de monocultures en Afrique.

Venant de l'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest, des témoignages frappants des communautés et des activistes sur les violations diverses durant ces jours d'échanges ont abouti aux décisions suivantes pour les membres de l'Alliance :

- Le boycott de la RSPO en cessant tous liens entre les organisations et cette certification
- La promotion de la souveraineté alimentaire dans tous nos territoires
- La lutte contre les expansions des plantations de palmier à huile
- La récupération des terres spoliées des mains des communautés par les multinationales et les États

Nos décisions font suite aux abus constatés dans tous les témoignages des citoyens et des populations vivantes autour et dans les zones de plantations de monoculture. Aujourd'hui, il est très clair que ces populations éprouvent d'énormes difficultés à subvenir à leurs besoins alimentaires primaires parce que les terres se font rares et sont accaparées par les monocultures des sociétés agro-industrielles.

Les femmes, les jeunes filles et les enfants dans ces zones de plantations vivent les plus profondes injustices et inégalités. Leur dignité est atteinte et l'exploitation humaine est quotidienne.

Pour les travailleuses de ces plantations, allant des exigences à atteindre des quotas de ramassage de graines, aux faveurs sexuelles demandées par les gardes de sécurité des sociétés quand celles-ci sont aperçues en train de ramasser des graines de palmes tombées, elles subissent en silence les humiliations les plus suprêmes.

Nous demandons que cessent ces tortures morales à l'endroit de nos filles et sœurs !

Nous sommes en solidarité avec ces communautés en lutte pour leurs terres et leurs ressources naturelles à qui des promesses toujours faites mais jamais tenues sont adressées !

Nous sommes en solidarité avec ces communautés intimidées chaque jour par les sociétés agro-industrielles ; nous sommes en solidarité contre la stratégie de division au sein des populations que véhiculent toujours ces sociétés !

Les pays d'Afrique centrale, de l'Ouest et du monde entier subissent les mêmes abus et sont victimes des mêmes harcèlements.

Nous brisons le silence et dénonçons toutes sortes d'accaparements de nos terres, de nos eaux, de nos forêts et autres ressources naturelles et de violations subies et vécues autour des plantations agro-industrielles et encourageons les créations et la mobilisation de collectifs et groupements pour stopper ces violences et parler d'une seule et même voix contre celles-ci.

Ces terres sont les nôtres, nous devons les conserver et les défendre !

Nos terres, l'avenir de nos enfants !

Nos terres, nos bureaux !

Rendez-nous nos terres !

Aboisso, le 29 mai 2022

Membres de l'alliance :

Réseau des Acteurs du Développement Durable (RADD) – Cameroun

Struggle to Economize Future Environment (SEFE) – Cameroun

Synergie Nationale des Paysans et Riverains du Cameroun (SYNAPARCAM) – Cameroun

Centre des Droits de l'Homme et du Développement (CDHD) – Congo-Brazzaville

Concertation Nationale des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles du Congo (CNOP) – Congo-Brazzaville

Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE) – Côte d'Ivoire

Réseau des Femmes Braves (REFEB) – Côte d'Ivoire

Confédération Paysanne du Congo – RD Congo

Réseau d'information et d'appui aux ONG (RIAO-RDC) – RD Congo

Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

MUYISSI-Environnement – Gabon

Young Volunteers for the Environment (YVE) – Ghana

Natural Resource Women's Platform – Liberia

Joegbahn Land Protection Organization – Liberia

ERA/Community Forest Watch – Nigeria

Women's Network Against Rural Plantations Injustice (WONARPI)– Sierra Leone

Malen Land Owners' Alliance (MALOA) – Sierra Leone

Sierra Leone Network on the Right to Food (SiLNoRF) – Sierra Leone

Bujumba Sustainability Development Association (BUSDA) – Ouganda

GRAIN – International

WRM – International

RECOMMENDED

La situation mondiale du développement des arbres génétiquement modifiés. Une menace grandissante

Un rapport récent de la Campagne contre les arbres génétiquement modifiés (Campaign to Stop GE Trees) alerte sur le fait que la dissémination d'arbres génétiquement modifiés (OGM) n'a jamais été aussi imminente. Le rapport dénonce comment l'utilisation d'arbres génétiquement modifiés dans les plantations, et même la dissémination d'arbres génétiquement modifiés dans la nature, est proposée malgré des risques graves et de grandes incertitudes qui pourraient avoir un impact sur les forêts et les populations qui en dépendent. La plupart des recherches actuelles sur les arbres génétiquement modifiés sont motivées par la recherche d'une plus grande rentabilité des plantations à visée industrielle telles que la production de pâtes et papiers, de bois et de biocarburants. En outre, le programme de certification du Forest Stewardship Council (FSC) a lancé un processus qui pourrait permettre aux entreprises certifiées de tirer profit des arbres OGM. Le rapport alerte sur le fait que de telles décisions prises par les systèmes de certification pourraient ouvrir la voie à l'utilisation d'arbres génétiquement modifiés dans le monde entier. Lire le rapport en anglais, en portugais ou en espagnol ici : <https://stopgetrees.org/resources/global-status-report/>

Journée internationale 2022 de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture

Le 21 septembre, Journée internationale de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture, est une journée où les réseaux, mouvements et organisations célèbrent la résistance aux plantations et font entendre leur voix pour exiger : « STOP à l'expansion des plantations d'arbres en monoculture ! » Cette Journée internationale a été lancée en 2004 lors de la réunion d'un réseau communautaire luttant contre les plantations industrielles d'arbres au Brésil. Le WRM a publié une section spéciale sur son site web pour cette journée, mettant en avant de nombreux documents clés liés aux résistances contre ces monocultures.

Pour accéder à cette section :

<https://www.wrm.org.uy/fr/21-septembre-2022>

Forêts indigènes sans monocultures

Déclaration d'organisations et de mouvements colombiens à l'occasion du 21 septembre, Journée internationale de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture. Le texte dénonce l'expansion des plantations en monoculture à grande échelle et vise à rendre visible un problème « qui menace la vie, la dignité et l'autonomie des communautés ». La déclaration se termine par ces mots : « Nous rejetons catégoriquement l'imposition de l'agro-extractivisme sur nos territoires, qui présentent naturellement une diversité agricole et bioculturelle. Notre lutte est communautaire et collective pour reconstruire le tissu de la vie. Nous voulons des forêts indigènes sans monocultures ! »

Lire la déclaration en espagnol ici.

Souvenirs du « Feu de 1951 » (Memórias do Fogo de 1951)

Film documentaire produit par NUPOMAR, Núcleo de Pesquisa, Mídias e Arte, dans le but d'enregistrer et de valoriser la mémoire sociale des peuples autochtones Pataxó d'Aldeia Barra Velha (dans la municipalité de Porto Seguro-Bahia), au Brésil. À travers des témoignages, des anciens, des jeunes et des leaders communautaires, partagent leurs souvenirs sur ce qu'on appelle le « Fogo de 51 », un conflit violent impliquant les peuples autochtones, l'État brésilien et la société dans la région, en raison des différends sur la possession du territoire autochtone de Monte Pascoal en 1951.

<https://www.youtube.com/watch?v=l5GAXr95cgs> (uniquement en portugais)

Réunion du Réseau Mésoaméricain contre le Palmier à Huile à San Cristóbal de Las Casas, Mexique

Dans les premiers jours d'octobre, et un an après sa création, les membres du réseau se sont réunis pour échanger, une nouvelle fois, les expériences des impacts de l'avancée de la monoculture du palmier à huile sur leurs territoires, ainsi que pour esquisser des stratégies de résistance communes. Nous partageons ci-dessous (disponible uniquement en espagnol) la déclaration finale où ils expriment leurs demandes et revendications :

<https://otrosmundoschiapas.org/declaratoria-del-ii-encuentro-de-la-red-mesoamericana-contra-la-palma-aceitera>

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : Bulletin 263 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « En solidarité avec les communautés qui résistent aux monocultures d'arbres » (<https://wrm.org.uy/fr/>)

[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

¿Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé
« Défendre l'eau, c'est défendre la terre et la vie » ?

[Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce lien](#)

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editeur: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Eduardo Hoppe Oderich, Jutta Kill, Winfridus Overbeek et Teresa Pérez

Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Secrétariat International du WRM
Av. Bolivia 1962 Bis, CP 11500 Montevideo, Uruguay
Tel/fax: +598 26056943
wrm@wrm.org.uy / <http://wrm.org.uy/fr/>